

REPUBLIQUE



TOGOLAISE

**71^{ème} SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES**

INTERVENTION DE

**S.E.M. Kokou KPAYEDO,
Ambassadeur, Représentant Permanent
du Togo auprès des Nations Unies**

Vérifier au prononcé

NEW YORK, LE 26 SEPTEMBRE 2016

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

Distingués délégués,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un sentiment de joie partagée que nous prenons part à cette 71^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies dédiée au thème : « Les objectifs de développement durable : une impulsion pour transformer notre monde ».

Je voudrais avant toute chose, adresser mes félicitations à Monsieur Peter Thomson, Président de l'Assemblée générale, pour son élection en vue de présider la présente session.

J'aimerais également rendre un hommage mérité au Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur Ban Ki-Moon qui a œuvré inlassablement à renforcer les actions de notre Organisation durant ces dix dernières années.

Monsieur Ban Ki-Moon a su notamment conduire avec succès, le processus de conception et d'adoption du nouveau cadre qui balisera l'action des pays et des peuples de la planète pour les 15 prochaines années. Je veux parler des ODD et de l'Accord sur le climat.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Il y a un an, nous adoptions les ODD avec l'ambition de transformer le monde. Depuis lors, nous avons ensemble démarré le processus de mise en œuvre de cet agenda pour construire un monde plus prospère, plus inclusif et plus sécurisé.

Monsieur le Président, je me réjouis donc de la pertinence du thème central que vous avez soumis aux Etats membres, car la réalisation des ODD nécessite, à coup sûr, une nouvelle impulsion de nos pays, individuellement et collectivement pris, et un engagement résolu de toute la communauté internationale.

Nous réalisons combien le temps est précieux, limité par nature, tout comme les ressources de cette terre nourricière, que nous nous sommes engagés à rendre durables pour les générations présentes et futures.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Le Togo, pays pilote pour les objectifs de développement durable, s'est offert volontairement, au cours du Forum Politique de Haut Niveau sous les auspices de l'ECOSOC en juillet dernier, à l'exercice du rapport d'avancement de l'intégration des ODD dans les stratégies et programmes nationaux de développement. A cette occasion, nous avons pu démontrer les avancées dans la mise en œuvre de notre feuille de route en la matière, mais aussi partagé les progrès non négligeables que nous avons accomplis dans la mise en œuvre d'actions phares pour ne laisser personne pour compte.

De manière spécifique, notre pays a réalisé d'importants progrès en matière de croissance économique, de réduction de la pauvreté et de promotion d'une démocratie apaisée et reste déterminé à libérer tout son potentiel pour assurer une véritable croissance inclusive et durable.

C'est fort de cette détermination que nous avons lancé, sur financement national et avec l'appui stratégique et technique du PNUD, la mise en œuvre d'un vaste programme d'urgence de développement communautaire pour aider à une amélioration significative des conditions de vie des populations les plus vulnérables.

Par ailleurs, les encouragements reçus pour les avancées dans le domaine du développement humain, telle que la reconnaissance de la FAO des progrès en matière de lutte contre la faim et la malnutrition, nous conforte dans notre élan à intensifier l'investissement dans le développement en faveur des plus vulnérables.

Nous nous félicitons en outre que les ODD confirment le bien-fondé des initiatives structurantes que nous mettons en œuvre depuis quelques années, tant au niveau des infrastructures, de la diversification de l'économie, de l'amélioration du climat des affaires et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.

Nous poursuivrons avec détermination cette transformation de notre économie en vue de retombées plus significatives en termes de création de richesses nationales et d'emplois décents ainsi que d'augmentation des revenus des populations les plus pauvres.

Des actions sont en cours pour aboutir à l'adoption, d'ici la fin de l'année, d'un plan national de développement durable intégrant harmonieusement les ODD qui succédera à notre stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi pour la période 2013-2017.

Reconnaissant que la redevabilité pour les résultats et l'apprentissage mutuel entre les pays sont déterminants pour accélérer notre marche vers les ODD, le Togo participera à l'examen volontaire qui aura lieu lors du prochain segment politique de haut niveau sur la mise en œuvre des ODD.

Je saisis l'occasion de cette Assemblée pour remercier l'ensemble des organisations du système des Nations Unies qui nous accompagnent dans cet exercice.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Notre conviction est que les ODD doivent nous permettre de transformer le monde en donnant la priorité aux groupes les plus vulnérables que sont les femmes, les jeunes, les enfants, les populations menacées par les conflits et les désastres, les migrants et les réfugiés. Cette nécessité de veiller au sort des populations, qui sont laissées pour compte, prendra une toute autre ampleur au moment où nous célébrons le 30ème anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement.

Cette priorisation du développement en faveur des plus vulnérables s'avère de plus en plus impérative dans le contexte actuel marqué par des défis multiples et pressants que sont la persistance de la pauvreté et du chômage, les menaces à la sécurité humaine, liées aux changements climatiques, aux maladies, aux conflits et au terrorisme.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

S'agissant de la préservation du climat, le Togo, étant confronté à d'importants défis climatiques, telles que l'érosion côtière, les inondations, la désertification et l'irrégularité des saisons de pluie, je saisis l'opportunité que nous offre cette auguste Assemblée pour renouveler notre ferme engagement en faveur de l'Accord de Paris. Mon pays a signé cet Accord et mettra tout en œuvre pour clôturer le processus de sa ratification d'ici la fin de l'année 2016, de même qu'il consacre déjà toute l'énergie nécessaire à sa mise en œuvre.

Nous saluons les ratifications déjà enregistrées à propos de cet instrument primordial pour l'avenir et la survie de notre planète, en particulier celles des Gouvernements américain et chinois.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

L'ère dans laquelle nous vivons est également caractérisée par la résurgence de nouveaux défis sanitaires qui compromettent les avancées que nous avons réalisées sur les plans humain et économique.

C'est conscient de cette réalité que je voudrais saluer, en premier lieu et en ma qualité de coordonnateur de la réponse Ebola pour l'Afrique de l'Ouest, tous les pays partenaires et les organisations qui nous ont permis de contenir, voire d'éliminer cette épidémie.

Toujours dans le domaine de la santé, je tiens à rendre aussi hommage à toutes les organisations et les pays membres qui ont contribué à réduire l'incidence du VIH/SIDA, du Paludisme et de la Tuberculose. Ces avancées ne doivent pas nous amener à baisser la garde car de nouvelles menaces sanitaires se profilent à l'horizon et nous courons toujours le risque de voir ressurgir des épidémies qui ont été par le passé contrôlées.

Je voudrais donc nous engager à travailler à un renforcement de nos systèmes et politiques de santé pour éradiquer des maladies, telles que le VIH/SIDA, mieux lutter contre la mortalité maternelle et infantile et protéger notre monde contre la résistance antimicrobienne.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Aucun programme de développement ne saurait réussir et demeurer pérenne si le contexte national dans lequel il doit être mis en œuvre n'est pas empreint de paix et de cohésion. C'est pourquoi mon Gouvernement déploie tant d'efforts pour éradiquer la pauvreté et la faim que nous considérons comme les racines de l'insécurité et du terrorisme. Au-delà, nous travaillons ardemment à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit au Togo, à travers la poursuite de la réalisation des réformes politiques et institutionnelles, en harmonie avec les réalités propres à notre pays.

Dans ce sens, le Haut-commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale, récemment créé, a organisé en juillet 2016 un atelier de réflexion et d'échanges auquel toutes les composantes de la Nation togolaise ont pris part dans le dessein d'asseoir les bases des réformes qui restent encore à opérer.

Nous travaillons également au renforcement de la démocratie à la base pour donner plus de chance de succès à notre stratégie de développement à la base et de réduction des disparités régionales. Pour ce faire, un plan d'action d'accélération du processus de décentralisation est en cours de mise en œuvre et devrait déboucher, dans un proche avenir, aux élections locales.

Dans le domaine de la protection et de la promotion des droits de l'homme, nous nous sommes fixés comme objectifs de renforcer les acquis en vue d'une meilleure garantie des libertés fondamentales. Nous ambitionnons aussi de tirer un meilleur parti de notre mandat au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période 2016-2018.

A cet égard, mon pays, qui a entrepris de nombreuses réformes, conformément aux recommandations résultant du premier cycle de l'Examen Périodique Universel (EPU), se prépare à se soumettre au second cycle de l'EPU du 31 octobre au 11 novembre 2016.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Les nobles objectifs que nos pays se sont fixés, notamment dans les domaines du développement durable et de la préservation du climat pour les générations futures, ne pourront être atteints que si la paix et la sécurité sont garanties partout dans le monde.

Sur cette question, malgré les efforts qui sont faits sous l'égide de notre Organisation ainsi que des institutions régionales, la paix et la sécurité continuent d'être menacées ou mises en péril dans certaines régions.

En Afrique, le Togo espère vivement que les efforts entrepris par les Nations Unies et les Organisations régionales africaines vont concourir à ramener la paix au Soudan du Sud et en Libye, pour ne citer que ces deux cas.

A cet égard, le Togo se félicite des discussions fructueuses que le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine a eues, il y a 2 jours, concernant l'avenir du Soudan du Sud et exhorte les parties concernées à ne ménager aucun effort pour renforcer les fondements de ce pays.

Ailleurs dans le monde, mon pays exhorte toutes les parties concernées à œuvrer, de bonne foi, afin que le peuple syrien, meurtri par un long conflit qui a déstabilisé toute la région, renoue avec la paix, la sécurité et la stabilité.

Comme nous le savons tous, la crise syrienne comme d'ailleurs la crise libyenne, alimente, en particulier, le fléau du terrorisme qui n'épargne, de nos jours, aucune région du monde. Je voudrais ici saluer, une fois encore, la mémoire des nombreuses victimes du terrorisme et exprimer, à nouveau, la solidarité du Togo à l'endroit des pays et peuples qui ont été récemment victimes de ce fléau.

Une lutte efficace contre le terrorisme requiert que nos Etats continuent de travailler, de concert, en renforçant davantage la coopération entre leurs services techniques compétents. Elle nécessite également que les pays les plus nantis conviennent de soutenir, plus qu'ils ne le font, les Etats qui, comme le Togo, n'ont pas les ressources nécessaires pour se doter de mécanismes et de moyens appropriés de lutte antiterroriste.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Tenant compte de la montée des risques et menaces dans notre monde actuel, notre action prioritaire doit être de nous donner les moyens d'agir avec efficacité et célérité pour relever les défis de tous ordres qui mettent à mal le bien-être de nos populations et limitent les avancées économiques.

Les menaces sécuritaires représentent un danger majeur pour notre agenda de transformation du monde et exigent de nous d'intensifier nos efforts pour la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

C'est pour répondre à cet impératif que notre pays accueille, du 10 au 15 octobre prochain, le Sommet extraordinaire de l'Union Africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique, dont l'objectif est de s'accorder sur une déclaration commune pour mieux prévenir et faire face à l'insécurité en mer et promouvoir un développement durable et inclusif de l'économie bleue, en adéquation avec les ODD et l'Accord de Paris.

Je saisis cette occasion pour renouveler notre invitation à prendre part à ce Sommet de haut niveau pour lequel toutes les forces vives de notre pays sont mobilisées.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

70 ans après sa création, l'Organisation des Nations Unies a contribué à réaliser beaucoup de progrès dans le monde s'agissant de la promotion de la paix, du développement durable et des droits de l'Homme. Elle a pu opérer ces avancées en réformant certains de ses Organes en vue de tenir compte des mutations nouvelles intervenues dans le monde. Le Togo s'en réjouit.

Toutefois, notre Organisation, qui continue d'œuvrer pour l'enracinement de la démocratie dans ses Etats membres, peine elle-même à réformer son Conseil de sécurité dont la composition actuelle est loin de refléter les évolutions réelles que notre monde a connues.

Mon pays estime qu'il est grand temps que les Etats membres, en particulier les cinq membres permanents du Conseil, se résolvent à entreprendre une réforme de cet Organe, seule à même d'éviter les fréquents blocages qui paralysent ses actions et une résolution rapide des crises et conflits.

Au moment où la communauté internationale s'est résolument engagée à assurer, à l'horizon 2030, un développement durable, au bénéfice de tous les peuples, tout retard supplémentaire dans le processus de réforme du Conseil de sécurité ne serait que préjudiciable à la réalisation même des ODD

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Relever tous ces défis requiert une mobilisation effective et solidaire de moyens de mise en œuvre pour réaliser les transformations nécessaires pour un monde meilleur.

Pour ne prendre que l'exemple de l'Afrique, il est important de mobiliser les moyens pour sa transformation économique.

En effet, cette transformation est nécessaire pour relever la majorité des défis mondiaux liés à la réalisation des ODD.

De manière plus spécifique, la transformation de l'économie africaine est indispensable pour éliminer la pauvreté et la faim, offrir une perspective d'avenir aux jeunes et limiter les migrations économiques, de même qu'elle constitue le meilleur rempart contre le terrorisme et l'insécurité grandissante dans le monde. Elle reste aussi primordiale pour donner un souffle nouveau à la croissance et réduire les pressions sur l'environnement mondial.

Au regard des multiples avantages de cette transformation de l'économie africaine pour la résolution des défis mondiaux, il ne fait aucun doute que nous devons rester en ligne avec le Plan d'actions d'Addis-Abeba et nous mobiliser pour des investissements conséquents, à travers des mécanismes diversifiés, en conformité avec l'Agenda 2063.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Notre ambition commune pour le bien-être de tous nous contraint à nous assurer qu'aucune personne ne soit laissée de côté.

Dans cette perspective, l'Afrique, qui renferme le plus grand nombre de pays pauvres, a besoin que les efforts soient consentis en sa faveur pour assurer son inclusion dans l'économie mondiale.

Par ailleurs, le continent africain reste un levier important pour la transformation du monde dans l'ère des ODD car elle regorge d'immenses possibilités pour une transformation profonde de notre monde, à travers la vitalité de sa jeunesse, le dynamisme de sa croissance démographique, la richesse de ses ressources naturelles, l'ingéniosité et la résilience de ses femmes et ses hommes.

Pour transformer cette opportunité que représente l'Afrique en réalité, il nous incombe d'œuvrer à lever, le plus tôt possible, les obstacles à son développement socio-économique en vue d'en tirer des retombées positives à l'échelle mondiale, y compris dans les domaines du climat, de la paix et la sécurité, de la santé et du droit au développement.

Dans l'espérance d'un partenariat innovant pour transformer le monde à partir de l'Afrique, je me félicite de l'engagement démontré par la communauté internationale lors de l'adoption des ODD. Je reste convaincu que la présente session de l'Assemblée Générale nous permettra de capitaliser sur cet engagement pour renforcer notre capacité à œuvrer ensemble à l'émergence, d'ici 2030, d'un monde plus sécurisé, prospère, équitable, solidaire et plus respectueux des droits de l'homme, en réponse aux aspirations de nos peuples.

Je vous remercie.